

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2005-64

AVIS ET RECOMMANDATIONS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 27 juin 2005,
par M. François LONCLE, député de l'Eure

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 27 juin 2005, par M. François LONCLE, député de l'Eure, des conditions dans lesquelles M. C.Z., ancien fonctionnaire de police, aurait été reçu au commissariat d'Evreux, à la suite de l'interpellation de son fils, M. J.Z.

La Commission a pris connaissance de la procédure.

La Commission a entendu M. C.Z., ainsi que M. M.J., brigadier.

> LES FAITS

Le 20 novembre 2004, M. J.Z. est interpellé devant son lycée en possession d'une barrette de cannabis par des fonctionnaires de police affectés au commissariat de Louviers. Apprenant les faits le lendemain, son père (M. C.Z., brigadier-chef affecté au même commissariat durant sa carrière, à la retraite à l'époque des faits), se rend auprès de ses anciens collègues afin d'obtenir des éclaircissements quant au comportement du brigadier M.J., chef de poste, qui aurait insulté son fils, aurait cherché à l'avilir en insistant sur la consonance d'origine étrangère de son patronyme.

Le chef de poste M.J. assure au contraire que connaissant le jeune J.Z., il s'est empressé de confier la gestion du dossier à un collègue afin d'éviter tout conflit d'intérêts. Ayant travaillé de nombreuses années ensemble, les deux fonctionnaires admettent en effet le caractère tendu, pour ne pas dire haineux, de leurs relations professionnelles.

Pour M. C.Z., le brigadier M.J. aurait ainsi cherché à profiter des circonstances et suspecte dès lors son ancien collègue d'avoir « cherché à pousser son fils à commettre un outrage et une rébellion ».

Arrivé au commissariat avec son fils et son épouse, M. C.Z. a été reçu par M. M.J., encore en service à ce moment-là (samedi matin). Il lui a demandé de rencontrer un OPJ, ce à quoi il lui a été rétorqué de revenir après le week-end, faute d'OPJ présent.

Le ton est rapidement monté entre les deux anciens collègues, M. C.Z. affirmant alors que le brigadier M.J. aurait « pété les plombs » en criant, en gesticulant, en tenant des propos accusatoires quant à sa moralité personnelle et professionnelle et en qualifiant au final sa femme de « langue de vipère ».

Le brigadier M.J. souligne à l'inverse l'excitation de la famille Z. et les insultes dont il a fait l'objet.

M. C.Z. a alors quitté les lieux, sa plainte ne pouvant être enregistrée faute d'OPJ sur place, pour aller déposer plainte auprès de la gendarmerie voisine.

> AVIS

Les témoignages ne permettent pas en l'espèce d'accréditer l'une des deux versions et place la Commission dans l'impossibilité de se prononcer en faveur de l'une ou l'autre version.

> RECOMMANDATIONS

La Commission ne peut que regretter les altercations publiques entre collègues fondées principalement sur des discordes d'ordre personnel. Un tel mélange des genres ne peut que nuire à la crédibilité respective des intéressés et ternir l'image de la police nationale. Dans ce cas de figure, la prise en charge de l'affaire doit être assurée par un ou plusieurs fonctionnaires, totalement étrangers à ces discordes, afin d'éviter ou de mettre fin à la confrontation entre personnes connues pour entretenir de mauvaises relations.

Adopté le 20 octobre 2008.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission a adressé cet avis pour information au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.